

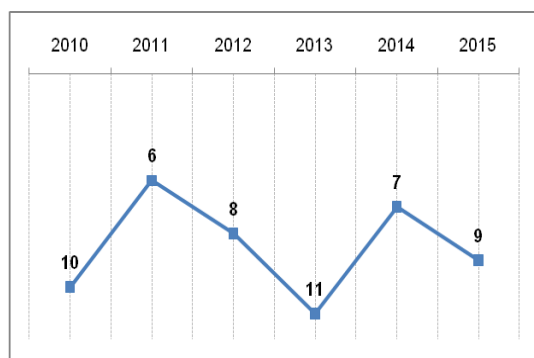
Annexe au communiqué de presse du 30 septembre 2015 portant sur le « Global Competitiveness Report 2015-2016 du World Economic Forum

Coup de projecteur sur la compétitivité du Luxembourg

L'étude GCR 2015-2016 est composée de trois sous-indices de compétitivité, eux-mêmes constitués de 12 piliers comprenant une multitude d'indicateurs. Le Luxembourg laisse quelques plumes dans le sous-indice « Conditions de base » de la compétitivité (1. *infra*) en perdant deux places (9^e), ce dernier étant composé des piliers institutions, infrastructures, environnement macroéconomique, santé et enseignement primaire. Les « Facteurs d'efficacité » (2.) (enseignement post-primaire et formation, efficacité du marché des biens, efficacité du marché de travail, développement du marché financier, aptitude technologique, taille du marché) perdent une place pour se trouver à la 23^e et les « Vecteurs d'innovation » (3.) (sophistication des activités et innovation) restent stables à la 18^e place.

1. « Conditions de base » : du pain sur la planche en matière d'infrastructures, de simplification administrative mais aussi au niveau de l'environnement macroéconomique

Dans le sous-indice « Conditions de base », ce sont les piliers « Infrastructure » (17^e, perte d'une place, en baisse constante depuis plusieurs années) et « Environnement macroéconomique » (14^e place par rapport à une 8^e place l'année dernière) qui contribuent à la perte de deux places dans le classement général.



Piliers:	2015	2014	2013	Evolution
Institutions	6	6	10	—
Infrastructures	17	16	13	↘
Environnement macroéconomique	14	8	15	↘
Santé et enseignement primaire	34	36	36	↗

Au niveau des « Infrastructures », l'un des éléments faibles du classement luxembourgeois depuis des années déjà, des détériorations sont à constater notamment au niveau de « *Quality of overall infrastructure* » (17^e place), « *Quality of roads* » (20^e) et « *Quality of railroad infrastructure* » (14^e). Il est impératif qu'un nouveau plan sectoriel « Transports » soit proposé dans un avenir proche, dans l'intérêt d'un aménagement territorial qui permette de répondre de manière adéquate aux défis posés par l'évolution économique et démographique du Luxembourg. L'environnement macroéconomique s'améliore, notamment en ce qui concerne les indicateurs « *Government budget balance, % GDP* » (de la 22^e à la 15^e place) et « *General Government debt, % GDP* » (de la 23^e à la 21^e place). Le pilier perd malheureusement 6 places par rapport à l'année dernière à cause de la chute considérable des « *Gross national savings, % GDP* » (de la 30^e à la 65^e place).

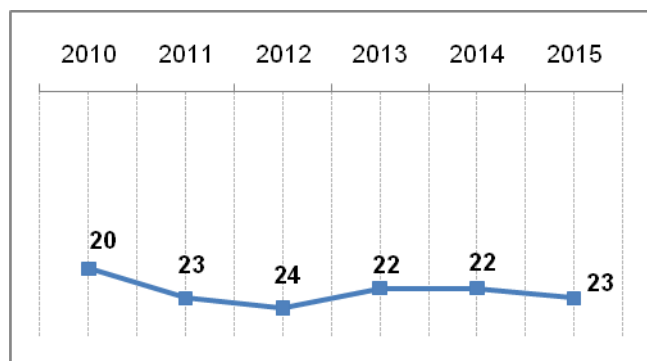
Le pilier « Institutions » reste constant à la 6^e place. La Chambre de Commerce tient à souligner l'amélioration des indicateurs de ce pilier depuis 2013, après des années de dégradation. Les résultats restent mitigés pour l'indicateur « *Wastefulness of government spending* » où la 16^e place reste inchangée, par rapport à une 8^e place en 2009-2010. A noter par ailleurs que l'indicateur « *Burden of government regulation* » recule de 3 places (12^e). Des réformes ambitieuses avaient été annoncées notamment dans les domaines de la simplification administrative, du logement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité. Les acteurs du terrain semblent attendre la mise en œuvre concrète de ces mesures. La Chambre de Commerce ne peut que souligner l'importance de poursuivre les efforts en matière de simplification administrative dans les domaines énumérés.

Pour la première fois après des années de recul, une légère amélioration est à constater pour le pilier « *Health and primary education* » (de la 36^e à la 34^e place), les progrès concernent les indicateurs

« *Quality of primary education* » (23^e, gain de 2 places) et « *Primary education enrollment* » (de la 88^e à la 79^e place). A l'aune de l'importance du système d'éducation fondamentale dans la cohésion sociale et la formation des (futurs) talents du pays, et considérant la très grande hétérogénéité de la population scolaire, la hausse continue des moyens publics investis semblerait commencer à porter ses fruits.

2. « Facteurs d'efficacité » : les problèmes persistent au niveau du marché du travail et du système éducatif

Le sous-indice des « Facteurs d'efficacité » perd une place (23^e) par rapport à 2014. C'est surtout la « Taille du marché » (95^e place) qui tire le Luxembourg vers le bas, ce pilier laissant très peu de marge d'évolution au Grand-Duché, vu sa taille géographique et sa population.



Une évolution positive de 3 places (40^e) est à saluer pour le pilier « *Higher education and training* », d'autant plus que le Grand-Duché se trouve traditionnellement classé à un niveau assez bas, du fait que l'indicateur « *Tertiary education enrollment* » (qui passe de la 95^e à la 92^e place) ne tient malheureusement pas compte des étudiants luxembourgeois poursuivant leurs études à l'étranger.

Le Luxembourg perd par ailleurs des places pour ce qui est de la « *Quality of math and science education* » (de la 28^e à la 32^e place). Une progression encourageante est à noter pour l'indicateur générique « *Quality of the education system* » (de la 25^e à la 23^e place).

Afin de convertir les dépenses publiques en la matière en résultats tangibles tant pour les élèves que pour l'économie du pays, la Chambre de Commerce espère que la réforme tant attendue de l'enseignement secondaire en cours ainsi que la stratégie « *Digital4Education* » permettront de moderniser davantage le système éducatif et d'améliorer par ailleurs la compatibilité entre l'offre de formation et les besoins des entreprises.

Piliers:	2015	2014	2013	Evolution
Education post-primaire et formation continue	40	43	36	↗
Efficacité du marché des biens	4	5	5	↗
Efficacité du marché du travail	16	16	22	—
Développement du secteur financier	11	14	14	↗
Aptitudes technologiques	1	1	2	—
Taille du marché	95	96	97	↗

Les piliers « *Goods market efficiency* », « *Financial market development* » et « *Market size* » affichent de légères progressions. Dans le premier pilier cependant, qui reflète l'ouverture des marchés d'un pays, avec des conditions de concurrence transparentes et un environnement fiscal et réglementaire favorable aux investissements étrangers, il est primordial de poursuivre les efforts en matière de simplification administrative pour les entreprises, comme le montrent les indicateurs « *N° of procedures to start a business* » (57^e place, inchangée), « *N° of days to start a business* », où le Luxembourg perd encore 5 places (92^e), et « *Prevalence of non-tariff barriers* » où le Luxembourg perd 6 places (11^e) ;

L'un des piliers traditionnels de compétitivité du Grand-Duché concernant le développement des marchés financiers évolue de manière positive (de la 14^e à la 11^e place), une bonne nouvelle vu l'importance de ce secteur pour le tissu économique luxembourgeois et l'économie réelle. L'attitude très proactive du Gouvernement afin de faire progresser les travaux en matière de transparence au niveau communautaire, a également pu avoir un impact positif sur le ressenti des entrepreneurs interrogés dans le cadre de l'enquête.

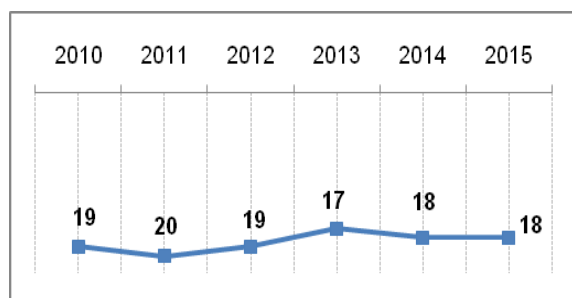
Malgré son maintien à la 16^e place, le pilier « *Labor market efficiency* » présente des indicateurs en stagnation, tels que « *Effect of taxation on incentives to work* » (10^e) et « *Country capacity to retain*

talent » (12^e) ou orientés à la hausse, mais en étant très bas dans le classement, notamment « *Flexibility of wage determination* » (94^e), « *Hiring and firing practices* » (67^e) et « *Redundancy costs, weeks of salary* » (98^e), à mettre dans le contexte de l'indexation des salaires et des rigidités liées, constituant toujours des désavantages en matière de comparaison internationale. A titre d'exemple, les réformes récentes entreprises par la France en matière de simplification administrative, de taxation et au niveau de l'administration publique semblent commencer à produire leurs effets : les entrepreneurs sondés voient les performances du marché du travail et de l'environnement macro-économique d'un meilleur œil.

Le Luxembourg garde son excellente première place au niveau de la « *Technological readiness* », une bonne nouvelle qui ne peut qu'encourager les entreprises et les autorités publiques à poursuivre leurs efforts en matière de développement des TIC, de la fibre optique et des centres de données, dont la création récente du label « *Hosted in Luxembourg* » peut constituer un bon relai de notoriété.

3. Innovation : légères progressions qui doivent se poursuivre

Le sous-indice « Vecteurs d'innovation » est prépondérant pour les économies dites « *innovation-driven* » dont fait partie le Luxembourg. C'est dans ce domaine que les nations se disputeront les premières places à l'avenir et montreront leur capacité à innover, à attirer et garder des talents et à devenir des « économies du savoir », le Gouvernement souhaitant d'ailleurs faire du Luxembourg un « *flagship country* ».



Piliers:	2015	2014	2013	Evolution
Sophistication des activités	19	21	22	↗
Innovation	15	16	18	↗

Une grande majorité des indicateurs figurant dans les piliers « Sophistication des activités » et « Innovation » restent stables ou sont légèrement en hausse. Des progressions timides sont à noter notamment pour les indicateurs « *State of cluster development* » (14^e place), « *Quality of scientific research institutions* » (24^e) et « *Company spending on R&D* » (12^e). L'impact positif de l'essor de la Cité des Sciences à Esch-Belval est à reconnaître. La stagnation des indicateurs « *Capacity for innovation* » (9^e place), « *University-industry collaboration in R&D* » (18^e) et « *Availability of scientists and engineers* » (52^e) est signe qu'il ne faut pas relâcher les efforts entrepris en la matière. Nombre d'entreprises luxembourgeoises se sont établies sur des marchés de niches, souvent en tant que *hidden champions*. Les besoins en main-d'œuvre hautement qualifiée, en cadre réglementaire et en infrastructures favorisant davantage l'innovation s'avèrent indispensables afin d'assurer le développement de ces entreprises. Pour tous ces indicateurs, le Luxembourg se fait largement devancer entre autres par la Suisse, cette dernière menant le panel des 140 pays notamment grâce à ses grandes écoles de renommée internationale, des dépenses élevées de son secteur privé en matière de R&D et une coopération forte entre le monde académique et les entreprises.

Méthodologie de l'étude GCR


Le GCR présente certaines particularités au niveau de la méthode appliquée pour évaluer la compétitivité des pays participants. Le calcul de la compétitivité repose notamment sur l'analyse de 12 piliers composés de nombreux indicateurs, rattachés à trois sous-indices, qui définissent la compétitivité : (1) les « conditions de base » (institutions, infrastructures, environnement macroéconomique, santé et enseignement primaire) ; (2) les « facteurs d'efficacité » (enseignement post-primaire et formation, efficacité du marché des biens, efficacité du marché de travail, développement du marché financier, aptitude technologique, taille du marché) ; et (3) les « vecteurs d'innovation » (sophistication des activités et innovation). Bien que chacun des 12 piliers analysés soit important pour chaque pays, l'importance relative d'un pilier de compétitivité dépend du stade de développement économique du pays en question.

A cette fin, le WEF distingue, outre deux stades intermédiaires, trois stades de développement principaux, dont un premier est lié aux économies dépendant singulièrement des facteurs de production disponibles (traditionnellement : travail non qualifié, ressources naturelles) (cas-type des pays en voie de développement), un deuxième qui comprend les économies qui se voient contraintes d'augmenter l'efficacité de leur processus de production et la qualité des produits en raison de l'augmentation notamment des coûts de production (pays en transition), et un troisième stade - selon lequel est évalué le Luxembourg - qui est caractérisé par la production de biens et de services sophistiqués, à haute valeur ajoutée et dont la différenciation par rapport aux concurrents directs comporte une très importante composante « hors-coûts », tout en ne négligeant pas tout à fait les dimensions « prix » et « coûts ». En fonction du stade de développement du pays analysé, les trois sous-indices sont pondérés différemment dans la note finale. Pour le Luxembourg, les poids accordés aux différentes composantes sont les suivants : « conditions de base » 20% « facteurs d'efficacité » 50% et « vecteurs d'innovation » 30%

Alors que cette approche vise à faciliter et améliorer l'exercice de comparaison en matière de compétitivité, il comporte en même temps le risque d'attribuer trop, ou au contraire, insuffisamment d'importance à certains indicateurs. Néanmoins, utilisé de manière raisonnable et en connaissance de cause, le classement WEF demeure un instrument utile à la prise de décision pour les autorités politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres zones géographiques comparables) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années).

Classement des 30 premières économies du rapport WEF 2015-2016

Economy	Score ¹	Prev. ²	Trend ³
1 Switzerland	5.76	1	
2 Singapore	5.68	2	
3 United States	5.61	3	
4 Germany	5.53	5	
5 Netherlands	5.50	8	
6 Japan	5.47	6	
7 Hong Kong SAR	5.46	7	
8 Finland	5.45	4	
9 Sweden	5.43	10	
10 United Kingdom	5.43	9	
11 Norway	5.41	11	
12 Denmark	5.33	13	
13 Canada	5.31	15	
14 Qatar	5.30	16	
15 Taiwan, China	5.28	14	
16 New Zealand	5.25	17	
17 United Arab Emirates	5.24	12	
18 Malaysia	5.23	20	
19 Belgium	5.20	18	
20 Luxembourg	5.20	19	
21 Australia	5.15	22	
22 France	5.13	23	
23 Austria	5.12	21	
24 Ireland	5.11	25	
25 Saudi Arabia	5.07	24	
26 Korea, Rep.	4.99	26	
27 Israel	4.98	27	
28 China	4.89	28	
29 Iceland	4.83	30	
30 Estonia	4.74	29	

 Advanced Economies
  Middle East, North Africa, and Pakistan
  Emerging and Developing Asia

The Global Competitiveness Index in detail

INDICATOR	VALUE	RANK/140	INDICATOR	VALUE	RANK/140
1st pillar: Institutions			6th pillar: Goods market efficiency (cont'd)		
1.01 Property rights	6.2	5	6.06 No. procedures to start a business*	6	57
1.02 Intellectual property protection	6.3	2	6.07 No. days to start a business*	18.5	92
1.03 Diversion of public funds	6.1	3	6.08 Agricultural policy costs	5.1	4
1.04 Public trust in politicians	5.6	6	6.09 Prevalence of non-tariff barriers	5.0	11
1.05 Irregular payments and bribes	6.4	8	6.10 Trade tariffs, % duty*	1.2	5
1.06 Judicial independence	6.2	9	6.11 Prevalence of foreign ownership	6.3	2
1.07 Favoritism in decisions of government officials	4.9	12	6.12 Business impact of rules on FDI	5.9	4
1.08 Wastefulness of government spending	4.5	16	6.13 Burden of customs procedures	5.6	7
1.09 Burden of government regulation	4.4	12	6.14 Imports as a percentage of GDP*	149.9	4
1.10 Efficiency of legal framework in settling disputes	5.5	9	6.15 Degree of customer orientation	5.7	10
1.11 Efficiency of legal framework in challenging regs.	5.4	8	6.16 Buyer sophistication	4.8	6
1.12 Transparency of government policymaking	5.9	4	7th pillar: Labor market efficiency		
1.13 Business costs of terrorism	6.1	25	7.01 Cooperation in labor-employer relations	5.6	10
1.14 Business costs of crime and violence	6.0	11	7.02 Flexibility of wage determination	4.7	94
1.15 Organized crime	6.2	15	7.03 Hiring and firing practices	3.8	67
1.16 Reliability of police services	6.1	9	7.04 Redundancy costs, weeks of salary*	21.7	98
1.17 Ethical behavior of firms	6.0	7	7.05 Effect of taxation on incentives to work	5.1	10
1.18 Strength of auditing and reporting standards	6.1	8	7.06 Pay and productivity	4.5	26
1.19 Efficacy of corporate boards	6.1	4	7.07 Reliance on professional management	5.6	17
1.20 Protection of minority shareholders' interests	5.5	7	7.08 Country capacity to retain talent	5.0	12
1.21 Strength of investor protection, 0-10 (best)*	4.7	100	7.09 Country capacity to attract talent	5.5	7
2nd pillar: Infrastructure			7.10 Women in labor force, ratio to men*	0.83	64
2.01 Quality of overall infrastructure	5.6	17	8th pillar: Financial market development		
2.02 Quality of roads	5.6	20	8.01 Availability of financial services	6.3	2
2.03 Quality of railroad infrastructure	5.1	14	8.02 Affordability of financial services	6.1	2
2.04 Quality of port infrastructure	4.7	44	8.03 Financing through local equity market	4.9	16
2.05 Quality of air transport infrastructure	5.4	30	8.04 Ease of access to loans	4.4	6
2.06 Available airline seat km/week, millions*	31.7	109	8.05 Venture capital availability	4.3	8
2.07 Quality of electricity supply	6.6	12	8.06 Soundness of banks	6.1	12
2.08 Mobile telephone subscriptions/100 pop.*	148.4	25	8.07 Regulation of securities exchanges	6.0	5
2.09 Fixed-telephone lines/100 pop.*	49.6	11	8.08 Legal rights index, 0-12 (best)*	3	93
3rd pillar: Macroeconomic environment			9th pillar: Technological readiness		
3.01 Government budget balance, % GDP*	0.5	15	9.01 Availability of latest technologies	6.2	14
3.02 Gross national savings, % GDP*	21.1	65	9.02 Firm-level technology absorption	6.0	8
3.03 Inflation, annual % change*	0.7	1	9.03 FDI and technology transfer	5.5	7
3.04 General government debt, % GDP*	24.6	21	9.04 Individuals using Internet, %*	94.7	4
3.05 Country credit rating, 0-100 (best)*	92.8	8	9.05 Fixed-broadband Internet subscriptions/100 pop.*	33.3	14
4th pillar: Health and primary education			9.06 Int'l Internet bandwidth, kb/s per user*	6,887.7	1
4.01 Malaria cases/100,000 pop.*	S.L.	n/a	9.07 Mobile-broadband subscriptions/100 pop.*	111.3	11
4.02 Business impact of malaria	N/Appl.	n/a	10th pillar: Market size		
4.03 Tuberculosis cases/100,000 pop.*	8.7	25	10.01 Domestic market size index, 1-7 (best)*	2.6	111
4.04 Business impact of tuberculosis	6.7	15	10.02 Foreign market size index, 1-7 (best)*	4.9	56
4.05 HIV prevalence, % adult pop.*	0.3	63	10.03 GDP (PPP\$ billions)*	51.4	92
4.06 Business impact of HIV/AIDS	6.5	21	10.04 Exports as a percentage of GDP*	188.6	2
4.07 Infant mortality, deaths/1,000 live births*	1.6	1	11th pillar: Business sophistication		
4.08 Life expectancy, years*	81.8	11	11.01 Local supplier quantity	4.0	109
4.09 Quality of primary education	5.0	23	11.02 Local supplier quality	5.4	17
4.10 Primary education enrollment, net %*	92.3	79	11.03 State of cluster development	5.1	14
5th pillar: Higher education and training			11.04 Nature of competitive advantage	5.8	13
5.01 Secondary education enrollment, gross %*	100.0	34	11.05 Value chain breadth	4.9	23
5.02 Tertiary education enrollment, gross %*	19.7	92	11.06 Control of international distribution	4.4	25
5.03 Quality of the education system	4.7	23	11.07 Production process sophistication	5.7	15
5.04 Quality of math and science education	4.8	32	11.08 Extent of marketing	5.3	16
5.05 Quality of management schools	4.9	34	11.09 Willingness to delegate authority	5.0	14
5.06 Internet access in schools	5.6	24	12th pillar: Innovation		
5.07 Availability of specialized training services	5.2	22	12.01 Capacity for innovation	5.4	9
5.08 Extent of staff training	5.5	2	12.02 Quality of scientific research institutions	5.1	24
6th pillar: Goods market efficiency			12.03 Company spending on R&D	5.0	12
6.01 Intensity of local competition	5.1	61	12.04 University-industry collaboration in R&D	4.9	18
6.02 Extent of market dominance	4.8	17	12.05 Gov't procurement of advanced tech products	4.7	5
6.03 Effectiveness of anti-monopoly policy	5.3	8	12.06 Availability of scientists and engineers	4.2	52
6.04 Effect of taxation on incentives to invest	5.3	7	12.07 PCT patents, applications/million pop.*	131.3	13
6.05 Total tax rate, % profits*	20.2	12			